



SOUTIEN AUX PERSONNELS DE JUSTICE DE GUADELOUPE ET DE MARTINIQUE

L'**UNSa Justice** apporte tout son soutien à l'ensemble des Personnels du ministère de la Justice de Guadeloupe et de Martinique.

À une situation sanitaire déjà complexe et compliquée depuis des mois, s'ajoute aujourd'hui un contexte social particulièrement détérioré et tendu. L'absence de concertation montre une fois de plus ses limites...

En dépit du manque récurrent de moyens matériels, financiers ou encore humains, les Personnels des services judiciaires, de la PJJ et l'administration pénitentiaire, qu'ils soient titulaires ou contractuels, continuent à faire fonctionner la Justice du quotidien. La **1^{ère} Organisation Syndicale** du ministère de la Justice tient à les saluer et rappelle à nos décideurs que ce sont ces femmes et ces hommes qui permettent à la Justice d'être rendue et aux décisions d'être appliquées !...

Aujourd'hui les saisines des professionnels montrent à quel point les conditions d'exercice sont difficiles et à quel point les personnels se sentent isolés sur les terrains.

L'**UNSa Justice** revendique une amélioration des conditions d'exercice pour l'ensemble des Personnels de la Justice. En Outre-Mer, cela passe inévitablement par un véritable « plan Marshall » afin de doter ces territoires éloignés d'infrastructures et de moyens identiques à la métropole !...

Des moyens matériels, financiers et surtout humains sont attendus, tout comme une réelle reconnaissance de TOUS les Personnels de ce ministère !...

« L'Égalité Réelle Outre-Mer » ne doit pas rester une simple formule de rhétorique politique. Pour l'**UNSa Justice**, dans le dialogue et la concertation avec les partenaires sociaux, la Chancellerie se doit de s'engager dans une obligation de résultats passant par une réelle volonté d'agir et un accompagnement quotidien des Agents de ce ministère !...

L'**UNSa Justice** est plus que jamais aux côtés des Personnels de Justice pour défendre leurs intérêts !...

L'**UNSa** Justice
l'**action** utile !

Paris, le 23 novembre 2021
Le Secrétaire général,
Jean-François FORGET